Demain la finance durable

SÉANCES PUBLIQUES PUBLIÉE LE 23/01/2019

Saisine liée :
DEMAIN, LA FINANCE DURABLE : COMMENT ACCÉLÉRER LA MUTATION VERS PLUS DE RESPONSABILITÉ SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE ?
Revoir la séance du 23 janvier 2019

Guillaume Duval et Philippe Mussot présentent au nom de la section de l'économie et des finances, présidée par Hélène Fauvel, le projet d'avis "Demain, la finance durable : comment accélérer la mutation du secteur financier vers une plus grande responsabilité sociale et environnementale ?".

En octobre dernier, le GIEC a rappelé combien l'urgence était grande de réorienter les flux financiers relatifs aux énergies fossiles vers la transition énergétique pour pouvoir espérer limiter le réchauffement climatique à 1,5°C. Tandis que les inégalités restent très fortes entre pays à l'échelle mondiale et tendent même à se creuser en leur sein. Le court-termisme de nombreux acteurs financiers joue dans les deux cas un rôle majeur dans ces dysfonctionnements.

Pour le CESE ces problématiques sont étroitement imbriquées : nous ne pourrons espérer faire face à la crise écologique que si nous sommes capables parallèlement de limiter les inégalités et de favoriser la négociation d'une juste protection sociale.
Afin de surmonter cette double crise, sociale et environnementale, il faut en particulier accélérer la transformation des interventions du secteur financier dans toutes ses composantes vers une finance centrée sur la construction d'un futur soutenable.

Ce mouvement est certes déjà engagé par de nombreux acteurs financiers à travers des approches d'investissement socialement responsable, de finance solidaire ou encore de finance verte. Ces activités constituent néanmoins aujourd'hui encore une part limitée de celles du secteur et la réalité des engagements qu'elle traduit peut parfois être questionnée. Elles mettent en œuvres des stratégies variées qui ne sont pas toujours lisibles pour le public.
Par ailleurs, si on observe bien des progrès sensibles ces dernières années du côté de la finance verte, la prise en compte des problématiques sociales, sociétales et de gouvernance semble nettement moins avancée. Compte tenu des urgences environnementales et sociales auxquelles nous sommes confrontés, il faut donc impérativement fiabiliser ces outils pour accélérer ce mouvement et généraliser ces approches.

A travers ce projet d'avis la section s'est efforcée de déterminer les leviers à actionner dans ce but tant au niveau français qu'européen.

© - copyright CESE - Octobre 2026